

Aminata Traoré : une grande voix africaine

vendredi 16 décembre 2005

Interview FR2. Propos recueillis par Sophie Galtier

Durement touchée par les guerres, les coups d'Etat, les épidémies..., l'Afrique a longtemps joué le rôle de victime face aux pays riches. Cependant, des femmes et des hommes n'ont cessé de croire au développement économique et social du continent et se battent avec courage et détermination.

Aminata Traoré fait partie de ces personnalités africaines influentes, qui croient résolument en l'avenir de leur continent. Entretien avec Aminata Traoré, figure charismatique des altermondialistes et militante engagée pour l'émancipation de l'Afrique.

Pourriez-vous revenir sur votre parcours professionnel et politique ?

J'étais Chercheur à l'Université d'Abidjan, de 1975 à 1988 et détachée auprès du Ministre de la Condition Féminine de Côte d'Ivoire. J'ai ensuite travaillé, de 1988 à 1992, dans un programme régional du PNUD visant à promouvoir le rôle des femmes et des communautés défavorisés dans la gestion de l'eau et l'assainissement. Cet itinéraire m'a appris à mieux appréhender la relation de cause à effet entre les réalités internes à nos pays et l'ordre du monde. J'ai occupé le poste de Ministre de la Culture et du Tourisme au Mali de 1997 à 2000. Je suis essayiste et l'une des animatrices du mouvement social au Mali et en Afrique. Sur le terrain, j'essaie de vivre mon discours quant à un autre monde possible à travers des micro-réalisations dans les domaines de la culture, la réhabilitation des infrastructures des quartiers défavorisés dont le mien ainsi que la promotion des textiles et de l'artisanat africains.

Vous êtes aussi écrivain et vous venez de publier *Lettre au Président des Français* à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général, pourriez-vous nous en parler ?

Étant donné le poids de la France dans les anciennes colonies et plus particulièrement en Côte d'Ivoire qui était sa vitrine en Afrique de l'Ouest, il m'a semblé important de rappeler au Président des Français la nécessité de la coresponsabilité. Le traitement des conflits qui déchirent l'Afrique sous le seul angle du tribalisme permet à la France de se dérober, de

banaliser les méfaits du capitalisme dans ses anciennes colonies. L'ivoirité n'est en effet que l'une des expressions de l'intolérance qui s'exacerbe avec le chômage, les inégalités et les injustices dont les causes macroéconomiques échappent aux populations. En d'autres termes, l'ivoirité en tant qu'idéologie d'exclusion, n'aurait pas vu le jour et bénéficié d'un écho important n'eût été la désinformation de la population quant à l'essoufflement du modèle économique qui avait fait la prospérité de la Côte d'Ivoire. La mauvaise foi des autorités françaises est compréhensible mais regrettable. Admettre la fin du modèle capitaliste qui a réussi à la Côte d'Ivoire, dans les années 60 à 70, revient à remettre en question le bien-fondé de la présence française en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest. Ce qui n'est pas envisageable ni par la France ni par une certaine élite africaine idéologiquement et politiquement dépendante.

Grâce à votre persévérance, vous avez éveillé les consciences africaines sur le drame continu des dépendances qui plombent les efforts de développement du continent. Quelles sont vos actions actuelles et celles à venir ?

Les micro-réalisations ci-dessus évoquées, auxquelles je m'attelle, participent à la rééducation du regard des Maliens et des Africains sur eux-mêmes et leurs pays. Du moins, tel est mon souhait parce que le regain de confiance en nous-mêmes est fondamental, essentiel. L'éveil des consciences, qui en découlera, fera des Africains, non des électeurs et des consommateurs mais des citoyens qui participent aux prises de décisions en connaissance de cause et exercent leur droit de regard sur les réformes qui sont mises en oeuvre en leur nom. Le prochain Forum Social Mondial dont Bamako sera, l'un des lieux en janvier 2006 sera, je l'espère, l'un des temps forts de ce travail.

Comment percevez-vous les relations actuelles entre la France et l'Afrique ?

Les rapports de force entre la France et nos pays, qui ont toujours été déséquilibrés, le sont davantage aujourd'hui. La France ne peut pas prendre le risque d'un désengagement véritable en Afrique dont elle a besoin, dans la course aux parts de marché qu'impose le néolibéralisme. Elle fait semblant de se désengager pour ne pas avoir à répondre des conséquences des turpitudes passées et actuelles, mais intervient à travers différents dispositifs dont la Francophonie, le sommet des Chefs d'Etat, des Accords de coopération militaires et économiques, ses médias... La France pourrait mieux et plus en matière de coopération

avec l'Afrique n'eût été le virus libéral qui la ronge en son propre sein et qu'elle s'obstine à exporter. Mais en France, je compte un réseau important d'amis et d'alliés avec qui je me bats, convaincue qu'une autre Afrique n'est possible qu'avec une Europe sociale et solidaire.